

# La quatrième vague est arrivée en front de mer...

Il y a eu la Martinique, la Guadeloupe, puis Tahiti et la Nouvelle-Calédonie. Il y a eu – dans une moindre mesure – le littoral atlantique et méditerranéen. Le Sars-Co-V2 s’est invité sur les plages cet été, surprenant une population pas encore vraiment vaccinée, et des sujets à risques qui n’avaient pas pris la mesure de l’intérêt de la vaccination. De l’impertinence des plans blancs à la poursuite des déprogrammations...

## 15 LONGS MOIS

Alors qu’on nous vendait une nouvelle fois une sortie de crise et un retour à la vie normale – qui laissait bien sûr tous les professionnels de santé méfiants – le 12 juillet, Emmanuel Macron annonce un changement de cap à 180° : pass sanitaire, obligation vaccinale des soignants, loi rédigée dans l’urgence. Plus qu’un commentaire sur le timing de ces résolutions, c’est du retentissement de cette vague sur les hôpitaux que nous allons parler.

C’est l’été. Cela fait 15 mois que la crise sanitaire a commencé, 15 mois que dans de nombreux hôpitaux, on n’est toujours pas revenu à un rythme d’activité de croisière, et que les files actives ne cessent de gonfler. Cela fait 15 mois que les réorganisations – plannings, horaires – changent au gré de la montée et de la redescente des vagues. Cela fait

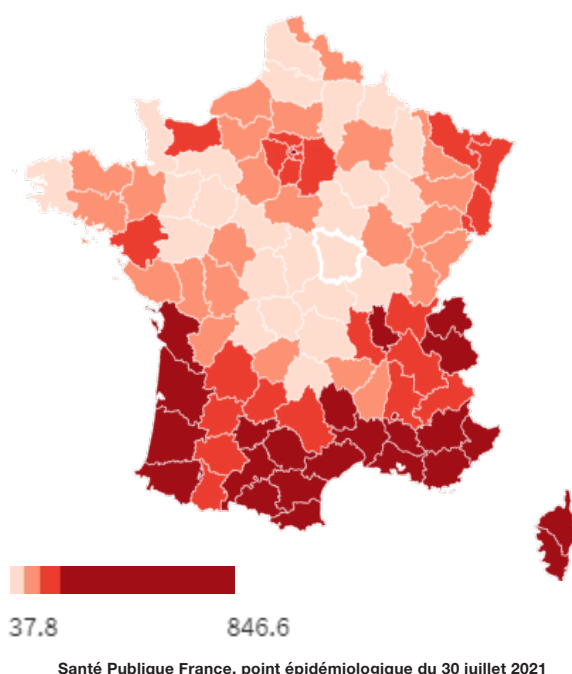
15 mois : les professionnels de santé sont épuisés, physiquement mais aussi moralement... Surtout les personnels paramédicaux, mais pas que. Parce que, comme la population toute entière, on prend conscience qu’on ne voit plus le bout du tunnel. Parce que le Ségur qui devait sauver l’hôpital public n’a rien apporté.

## DÉCLENCHEMENT DU PLAN BLANC

Plan blanc : « Dispositif de crise qui permet [à un établissement] de mobiliser immédiatement les moyens de toute nature dont il dispose en cas d’afflux de patients ou de victimes ou pour faire face à une situation sanitaire exceptionnelle »<sup>1</sup>. Ce dispositif exceptionnel, qui a fait ses preuves dans des situations aiguës, a été utilisé au début

<sup>1</sup> - Loi du 9 août 2004 - [https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article\\_jo/JORFARTI000001264298?r=vfz708IRpW](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000001264298?r=vfz708IRpW)





de la crise sanitaire, à l'échelle de l'établissement, puis de la région – via les ARS, auxquelles on a voulu donner davantage de pouvoir décisionnaire et organisationnel à l'issue de la 1<sup>re</sup> vague.

Cela fait un an que les Conseils Nationaux Professionnels d'Anesthésie-Réanimation-Médecine Périopératoire et de Médecine Intensive Réanimation travaillent pour proposer une organisation rationnelle et ont remis des documents à la DGOS : réanimations éphémères, gestion des ressources humaines paramédicales et médicales.

### « L'annonce des plans blancs, ça n'a rien changé. »

Malgré cela, c'est la panique. Beaucoup de personnels hospitaliers sont en vacances, bien méritées. On s'organise : le plan blanc permet de mobiliser les personnels y compris en congés, l'ARS devrait pouvoir coordonner les offres de soins sur le territoire, réquisitionner si besoin. Besoin, il y a.

3 août 2021, déclenchement du plan blanc en Corse. Suivi, en quelques jours, par les régions PACA, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine.

### CONSÉQUENCES

Dans tous les endroits que nous avons interrogés, les directeurs d'établissements ont eu la sagesse de ne pas toucher aux congés annuels des profes-

sionnels de santé. Des réanimations éphémères ont été réouvertes, avec le personnel sur place : IADE, IBODE, aide-soignant(e)s de bloc opératoire, nouvelles lignes médicales le jour et la nuit entraînant mathématiquement des déprogrammations chirurgicales majeures. L'aide du privé est restée anecdotique, absente dans plusieurs départements pourtant en difficulté. La permanence des soins, dont la charge s'accroît l'été, a été maintenue. Nous pouvons être fiers de servir l'hôpital public, mais cette fierté se couvre d'amertume, quand on pense au soin empêché, aux patients non pris en charge du fait des déprogrammations... et quand on pense bien sûr à l'absence de reconnaissance décente de notre métier (le Ségur, le reclassement, etc.).

### « Et si un jour on écoutait le terrain ? »

Alors, à quoi sert le plan blanc ? Au bout de 15 mois, nous ne sommes plus dans une situation aiguë. L'annonce des plans blancs n'a eu qu'un retentissement médiatique. En fait, ça n'a rien changé. Comme en mars 2020, on s'est débrouillés tout seuls ; mais à chaque vague, on y laisse des plumes : individuellement, collectivement.

Les freins ne sont plus l'absence d'équipement de protection individuelle et de solution hydro-alcoolique, la pénurie de médicaments, le manque de respirateurs et autre matériel de réanimation, la peur d'attraper un COVID grave – nous sommes vaccinés. Le frein, c'est l'incapacité de mettre en place rapidement une attractivité hospitalière pour avoir des équipes fournies, stables et compétentes, alors que CNP et syndicats proposent des solutions complémentaires.

Et si un jour on écoutait le terrain ?

AW